

Message de l'Association des Etudiants Burkinabé en France à la soirée « Vérité et justice pour Thomas Sankara Solidarité avec le peuple burkinabé »
Paris, le 1^{er} juillet 2011

L'Association des Etudiants Burkinabé en France tient à remercier les organisateurs de la soirée sur « Vérité et justice pour Thomas Sankara Solidarité avec le peuple burkinabé » entrant dans le cadre des activités pour l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'assassinat de Thomas Sankara et pour soutenir la lutte du peuple burkinabè.

Ce propos introductif aux échanges de cette soirée s'articule autour des points suivants :

- l'aperçu sur la CCVC ;
- l'assassinat de l'élève Justin ZONGO, la crise nationale et la position de la CCVC ;
- l'approfondissement de la crise sociopolitique par l'entrée en luttes des différentes couches sociales

1. Aperçu sur la CCVC

Depuis près d'une décennie le mouvement syndical au Burkina Faso, dans l'Unité d'Action, a organisé d'importantes luttes sociales collectives ou sectorielles sous forme de marches – meetings, grèves générales, toutes dirigées contre les P.A.S et la précarité, contre la vie chère, contre l'impunité et pour le renforcement du processus démocratique. Il suffit de rappeler à cet égard, les grandes grèves et marches – meetings d'avril, mai et juillet 2002, d'avril 2003, de décembre 2004, de février, mai, octobre et décembre 2005, de mai, juin, juillet et septembre 2006 et de juillet 2007.

De même et dans la même période, différentes couches de la société, élèves et étudiants, travailleurs de l'économie informelle, associations et mouvements de femmes, de jeunes, de défense de droits humains, de luttes anti corruption, s'appuyant sur l'expérience inédite du Collectif des Organisations Démocratiques de Masses et de Partis Politiques (CODMPP) créé suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, ont interpellé les gouvernements successifs de la IV^e République sur les dures conditions d'études, de travail et de vie des populations, sur les questions de l'impunité des crimes, de la corruption, des atteintes graves et répétées aux libertés démocratiques et syndicales.

Malheureusement, le pouvoir de la 4^e république, comme à son habitude a toujours tenté de minimiser l'impact de ces luttes tout en jouant au dilatoire, voire en les réprimant, espérant briser l'élan du mouvement.

Dans la même période et face à la flambée des prix des céréales particulièrement dans le dernier trimestre de 2007, à celle des hydrocarbures et des autres produits en janvier 2008, les organisations syndicales ont exigé du gouvernement « ***des réponses urgentes aux préoccupations des travailleurs qui n'en peuvent plus et n'attendront pas davantage des solutions qui n'ont que trop tardé*** ». A l'occasion, le mouvement syndical appelait à une large mobilisation au – delà des syndicats en lançant un appel ***aux autres organisations (des élèves et étudiants, des consommateurs, des droits humains, des femmes, des jeunes, ...) pour des initiatives communes autour de la lutte contre la vie chère.*** ».

C'est dans ce contexte qu'éclatent des émeutes les 20, 21, 22 et 28 février 2008, à Bobo-Dioulasso, Banfora, Ouahigouya et Ouagadougou. Le mouvement syndical se réunit le 28 février 2008 à la Bourse du Travail de Ouagadougou et prend position sur ces événements à travers un

«Appel pour des luttes organisées et massives contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés» et en invitant les "différentes associations et mouvements représentatifs de la société civile, préoccupés par les questions de la vie chère, de la corruption, de l'impunité et des libertés à une rencontre de concertation le 6 mars 2008 à la Bourse du travail de Ouagadougou».

Ainsi, après la rencontre du 6 mars, celle du 12 mars 2008 allait consacrer la naissance de la **Coalition Nationale de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés**.

Au total, ce sont trente organisations, associations et mouvements divers, au départ, regroupés autour d'une plate forme d'action qui prend en compte les préoccupations des organisations syndicales de travailleurs, les mouvements et associations de défense des droits humains, des femmes, des journalistes, de la liberté de la presse, de la jeunesse étudiante, de la jeunesse populaire, de lutte anti-corruption, des petits et moyens commerçants, des paysans, etc.

La création de la CCVC est venue confirmer une fois de plus, l'esprit de vitalité et de créativité du peuple burkinabé qui sait trouver à chaque tournant de sa vie, les ressources nécessaires pour s'organiser et se battre en rangs serrés afin de conquérir de meilleures conditions d'existence, contre les injustices de toutes sortes et pour les libertés.

Depuis lors, la CCVC a réalisé d'importantes luttes autour du thème central et parmi lesquelles on peut retenir les luttes de mars et avril 2008, de mai 2009, de février, mars, avril et août 2010, de mars et avril 2011.

2. L'assassinat de Justin ZONGO, la crise nationale et la position de la CCVC

Les manifestations de protestation des élèves et étudiants qui ont débuté à Koudougou le 22 février 2011 puis ont gagné progressivement toutes les grandes localités du Burkina comme Ouagadougou, Ouahigouya, Réo, Léo, Fada, Dori, Kaya, Tenkodogo, Koupéla, Bogandé, etc. ont été déclenchées suite à l'assassinat de l'élève Justin Zongo en classe de 3è dans un collège privé de Koudougou

La répression violente et barbare abattue sur les manifestants a eu pour conséquences la mort de six (6) autres personnes et la propagation du mouvement de révolte dans les autres villes.

Pour la Coalition Nationale de lutte Contre la Vie Chère, la situation de crise actuelle qui secoue les villes du Burkina est le fait du pouvoir de Blaise Compaoré, de son gouvernement qui ont usé du mensonge pour étouffer la vérité, de la violence injustifiée pour réprimer les manifestations des populations de Koudougou.

Au regard des éléments ci-dessus développés, la Coalition nationale de lutte contre la vie chère a condamné sans réserve la répression des scolaires ainsi que la campagne d'intoxication et de diabolisation de leur lutte, les fermetures intempestives des établissements d'enseignement ainsi que les suspensions abusives des œuvres universitaires et exigé :

- que toute la lumière soit faite sur la mort de l'élève Justin Zongo ;
- que les responsabilités soient établies ;
- que cesse l'usage des armes à feu dans le maintien de l'ordre.

Enfin, la CCVC a :

- Soutenu la juste lutte des élèves et étudiants pour la justice pour Justin ZONGO ainsi que leurs camarades tués au cours de la répression sanglante de leurs mouvements ;
- appelé ses militantes et militants à la solidarité avec les élèves et étudiants en lutte. En particulier elle les a appelés à apporter leur soutien sous toutes les formes aux étudiants déguerpis des cités universitaires à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou et qui se sont vu refuser l'accès aux restaurants universitaires et aux autres œuvres sociales ;
- appelé ses militantes et militants, ses sympathisants, les démocrates et progressistes à travers l'ensemble du territoire national, à se mobiliser massivement **pour une grande journée nationale de lutte le vendredi 8 avril 2011 dans toutes les localités du pays pour interpellé** le gouvernement afin qu'il examine et solutionne les préoccupations exprimées et essentiellement axées d'une part, sur les questions de l'impunité et des libertés et d'autre part, sur la vie chère.

3. L'approfondissement de la crise sociopolitique par l'entrée en luttes des différentes couches sociales

La CCVC est née dans un contexte d'exacerbation de la vie chère et d'approfondissement de la crise socio politique consécutive au drame de Sapouy le 13 décembre 1998.

Après les élèves et les étudiants, ce sont les soldats de rang qui sont descendus, armes au poing, dans les rues dans toutes les grandes villes du pays.

Une descente particulièrement musclée marquée par des dégâts matériels qui ont eu pour conséquence d'amener les commerçants à leur tour à descendre dans la rue.

En conséquence de cette descente également, les magistrats, les avocats, les greffiers et les agents de justice, dans l'unité d'action, ont arrêté le travail à travers un exemple inédit d'unité d'action dans leur secteur d'activités.

La crise consécutive aux événements de Koudougou s'est rapidement enlisée avec les luttes des élèves et étudiants à travers le pays, puis par les manifestations des militaires tout aussi rapidement muées en mutineries d'abord le 22 mars puis accentuée les 14 et 15 avril, les 29 et 30 mai, les 1^{er}, 2 et 3 juin.

De fin mai et courant le mois de juin, des luttes sectorielles se sont menées et se poursuivent. On peut citer les luttes des enseignants du primaire et du secondaire, des agents de la Société Sucrière de la Comoé (SOSUCO), des artisans du Village Artisanal de Ouagadougou, des agents du ministère de l'économie et des finances, des agents des impôts, etc.

Camarades, comme vous pouvez le constater, le peuple burkinabé s'est toujours battu pour l'amélioration de ses conditions de vie, pour des droits démocratiques et contre l'impunité, en témoignent :

- le soulèvement populaire du 3 Janvier 1966 ;
- la grève générale des 17 et 18 décembre 1975 ;
- la large unité d'action des syndicats pour les libertés démocratiques et syndicales et pour le pouvoir d'achat en mai 1987;
- la première grève générale après la décennie de régimes d'exception, en juin 1992 ;
- le Comité pour le Règlement des Affaires pendantes en matière de Droits Humains (CRADH) le 15 juin 1995 ;

- la protestation contre le verrouillage du processus démocratique et contre la levée de la limitation du mandat présidentiel en février 1997;
- le Collectif des Organisations Démocratiques de Masses et de Partis Politiques (CODMPP) en décembre 1998 ;
- l'Unité d'Action Syndicale (UAS) véritablement en marche depuis 1999 ;
- les grandes luttes des étudiants en 1999/2000, 2002, 2005 et 2007 à 2011.

Par conséquent, camarades organisateurs de cette soirée, toute action entrant dans le cadre de manifestation de la justice pour Thomas Sankara, pour tous les crimes impunis et pour la popularisation des luttes de notre peuple s'inscrit pleinement dans l'élan actuel des forces progressistes de notre pays.

Vérité et justice pour Thomas Sankara et toutes les victimes tombées sous les balles assassines du capitaine Blaise Compaoré !

Vive le peuple burkinabé en lutte !

Plein succès à cette importante soirée !

Merci pour votre aimable attention !

Pour le Comité Exécutif de l'AEBF
Issa SORY
Président de l'AEBF